

D'abord le coup d'Etat et sans Justice.

Par Nazareth Balbas

Caracas, 10 avril AVN – Le 7 mai 2002, devant l'Assemblée Nationale, celui qui était alors maire de Baruta, dans l'état de Miranda, Henrique Capriles Radonski, prononça l'une des rares phrases mémorables de sa carrière politique : « Primero Justicia n'est pas un parti putschiste. » Moins d'un mois s'était écoulé depuis le coup d'Etat perpétré par la droite contre le président de la République Hugo Chavez Frias.

Appuyant les coudes sur la table pleine de papiers, l'édile de Miranda – avec son verbe sommaire – continuait à nier sa participation à la dictature de Pedro Carmona Estanga et son soutien de sa politique vaniteuse aux putschistes qui ont usurpé le pouvoir pendant moins de 48 heures.

« Je m'en remets aux preuves », a-t-il déclaré. Cependant, plusieurs vidéos du lendemain du coup d'Etat montrent Capriles Radonski comme acteur principal dans au moins deux événements qui reçurent une ample couverture médiatique : la violation de la résidence du ministre de l'Intérieur et de la Justice, Ramon Rodriguez Chacin et l'assaut de l'ambassade de Cuba, située dans la juridiction de Miranda dont il a la charge.

Les putschistes ont réalisé les désirs de Primero Justicia.

Bien que Capriles ait assuré que Primero Justicia (PJ) n'avait rien à voir avec le coup d'Etat, les jours précédant cet événement, son visage apparaissait dans l'angle inférieur droit des écrans de télévision accompagnant la déclaration de cette organisation politique dirigée par Julio Borges qui demandait non seulement la démission du Chef de l'Etat mais aussi celle des députés de l'Assemblée Nationale, de l'Inspecteur des Finances, du Ministre de la Justice, du Défenseur du Peuple et du Tribunal Suprême de Justice.

Le décret de Carmona – que ratifièrent des représentants du patronat, l'église et les partis politiques – se chargea de réaliser les désirs de PJ en dissolvant tous les pouvoirs publics. De fait, la fraction parlementaire de ce parti fut la seule qui se mit tout de suite aux ordres de l'Assemblée Nationale.

L'édition du journal Ultimas Noticias du 13 avril de cette année, rapporte que « parmi les organisations d'opposition, à l'exception de Primero Justicia, on n'apprécie pas l'annonce du président provisoire, Pedro Carmona Estanga, de la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Liliana Hernandez, députée de la « tolda amarilla », assurait qu'elle se moquait d'abandonner sa charge parce que « tout ce qui facilite un processus comme celui-ci, même avec le coût qu'il a, est le bienvenu. Nous facilitons la transition. »

Cette diligence de PJ pour se mettre à la disposition de Carmona pouvait s'expliquer parce que le dictateur avait nommé comme ministre des Finances Leopoldo Martinez, député de ce parti, qui abandonna son siège pour faire partie du cabinet putschiste. Cependant, l'action du peuple empêcha la prestation de serment des membres du gouvernement de fait à Miraflores et permit le retour de Chavez.

La réaction de la « tolda » de Capriles face au coup d'Etat ne passa pas inaperçue par les députés révolutionnaires. Après que le président Chavez soit revenu au pouvoir, le

parlementaire du MVR Tarek William Saab dénonça le fait qu'il existait des indices indiquant que PJ était engagé avec Carmona.

« Ils ont renoncé à leur charge de député. Ce mardi, quand nous avons siégé, leurs suppléants étaient en place, » a déclaré alors Saab, en accord avec une note publiée dans Ultimas Noticias le 15 avril.

Une fois la démocratie restituée, Borges continua en affirmant que son parti n'acceptait pas « l'ordre constitutionnel en vigueur » et insistait sur la démission de tous les pouvoirs publics mais paradoxalement, il alléguait que la fraction parlementaire de son parti maintenait ses députés.

Consulté sur la position de Martinez, Borges tenta de se débarrasser de tout lien avec lui et répondit que l'ex ministre de Carmona s'était séparé du parti : « Nous n'avons rien à voir avec la junte, nous ne faisons pas partie du coup d'Etat. »

Sans mea culpa.

Un autre des faits qui furent niés par Capriles Radonski devant le parlement fut sa participation à l'assaut de l'ambassade de Cuba : « le but de ma visite à l'ambassade était d'essayer de dissuader la manifestation qui avait lieu devant ce siège diplomatique », a-t-il assuré.

A presque 10 ans de cet événement, il existe des images de son entrée illégale dans le siège de la légation de La Havane. Une photo le montre en haut du mur qui séparait l'ambassade de la foule qui, depuis les premières heures de la matinée, menaçait de laisser sans eau, sans électricité et sans nourriture les personnes qui se trouvaient dans la résidence diplomatique située à Baruta, état de Miranda.

Capriles, vêtu d'une veste beige et de jeans, franchit le mur avec l'aide de quelqu'un qui tenait une échelle. Le maire arriva quelques heures après que les « manifestants » de l'opposition aient détruit les voitures de l'ambassade et fait des déclarations menaçantes envers les diplomates comme « ils vont devoir manger les moquettes ».

Celui qui était alors maire déclara en mai 2002 qu'il tentait de « dissuader » la manifestation mais une note du journal Ultimas Noticias du 13 avril indiquait que les effectifs policiers sous les ordres de Capriles tardèrent des heures à réagir, ce qui permit aux opposants de réaliser des actes de vandalisme à leur aise.

« Bien que les protestations aient commencé dans la matinée, à 3 heures de l'après-midi, les effectifs de sécurité n'étaient pas arrivés sur place pour rétablir l'ordre, malgré les appels de l'ambassadeur (German Sanchez Otero) », indique le journal.

Une des instigatrices de l'assaut de l'ambassade fut la représentante de la Red de Veedores, Ruth Capriles, qui, dans la soirée du 9 avril affirmait que du siège diplomatique « étaient sorties des mallettes noires avec des armes ».

Le motif pour lequel les violents ont fait irruption à cet endroit fut que soi-disant, là étaient réfugiés le Vice-président, Diosdado Cabello et les députés du MVR, Cillia Flores, Nicolas Maduro et Iris Varela. La « chasse aux sorcières » avait commencé et Capriles fut aussi un acteur de cette persécution. La violation illégale de la résidence du ministre de l'Intérieur et de la Justice le démontre.

La raillerie comme show.

« Si j'avais violé quelque droit de l'homme, comme n'importe quel autre citoyen de ce pays, je devrais payer pour cela. Mais je n'ai violé les droits de l'homme de personne, » a déclaré Capriles lors de sa comparution devant l'Assemblée Nationale.

Ses paroles prétendaient le défendre des accusations sur son comportement pendant l'arrestation illégale du ministre Rodriguez Chacin, qui après le coup d'Etat fut sorti de sa résidence et menotté pendant que la foule s'assemblait pour le frapper et lui criait « assassin ! ».

Les caméras de RCTV ont enregistré ce moment. Le reporter David Perez Hanses racontait avec une grande excitation l'agressivité avec laquelle la foule traitait le ministre de l'Intérieur et de la Justice chez lui dans la Rue Carlos Bello de Santa Fe nord, dans la municipalité de Baruta. Aujourd'hui, Perez Hansen est le directeur de presse de la campagne de Capriles Radonski.

Avant que Rodriguez Chacin soit exposé aux coups, la vidéo montrait Capriles et celui qui était alors maire de Chacao, Leopoldo Lopez, parlant avec le ministre – désarmé et largement encadré par les effectifs de Polibaruta – pour l'obliger à se mettre les menottes et à satisfaire les violents qui criaient « menotté, menotté ! »

Récemment, pendant une interview réalisée par le journaliste José Vicente Rangel, Rodriguez Chacin confirma qu'à ce moment-là, Capriles se refusait à le sortir par le sous-sol pour éviter que la foule l'agresse.

« Je leur suggérai que nous sortions par ailleurs, par exemple par le sous-sol et la réponse que je reçus de Capriles précisément, fut que non, parce que les caméras de télévision étaient devant l'édifice », raconte Rodriguez Chacin qui, à dix ans de ces événements, considère que ce que prétendait faire celui qui était alors maire de Baruta était « me faire sortir face aux caméras pour m'exhiber, je suppose. Pour s'en glorifier. »

Après le rétablissement de l'ordre constitutionnel, une petite note du 16 avril dans Ultimas Noticias recueille les déclarations « des maires de Chacao et de Baruta » et sans détailler auquel des deux correspondent les phrases entre guillemets.

L'information signalait que Lopez et Capriles, couple inséparable de Primero Justicia niaient que l'arrestation du ministre ait été « une manifestation de revanchisme » et ont assuré qu'ils n'étaient pas à la recherche de boucs émissaires expiatoires ».

« A aucun moment ce ne fut une violation mais une fouille, avec l'autorisation du Ministère Public, de l'appartement dans lequel il se trouvait. » Cependant, l'interview de Lopez que réalisa Hansen quelques minutes après que Rodriguez Chacin fut emmené pour comparaître devant l'ex procureure Monica Fernandez confirme que la procédure qu'ils mirent en place de manière illégale fut, en effet, une violation.

« Nous avons coordonné un ordre de violation de domicile avec un juge de contrôle (Monica Fernandez) qui canalisa un ordre de violation de domicile très rapide. Il faut dire qu'ils nous firent très bien l'ordre de violation », déclara Lopez le 12 avril.

Un détail curieux est que Lopez n'avait aucune autorité dans cette commune parce qu'il

n'était pas maire de Baruta, cependant celui-ci admit qu'il avait « discuté directement avec le directeur de la police municipale de Chacao pour qu'il se dirige immédiatement vers cet endroit. »

La raison pour laquelle les putschistes prétendaient soumettre Rodriguez Chacin à un « procès » fut port illégal d'armes, bien qu'il ait montré ses accréditations comme militaire actif et commissaire en activité de la Disip.

Des mois plus tard, le bureau du procureur accuserait l'ex juge de délits présumés de privation illégitime de liberté, violation de domicile et abus d'autorité contre Rodriguez Chacin. Les mêmes charges pesèrent sur Lopez et Capriles.

Copei du XXI^e siècle ?

Dans les jours précédant le coup d'Etat, les médias présentaient Lopez et Capriles comme les figures émergentes de la politique du parti Primero Justicia, rejeton du parti social-chrétien Copei et franchisée par le Parti Populaire Espagnol (PP).

« Primero Justicia n'est pas le Copei du XXI^e siècle, ni la refondation du socialisme chrétien, nous ne sommes pas de droite, je le dis bien clairement » a noté le « justicier », filiale de l'extrême droite espagnole. Capriles argue que l'organisation politique à laquelle il appartenait était une « option sur le futur » et avait des visages « jeunes ».

Le discours du maire coïncidait parfaitement avec les mots qu'avait prononcé quelques jours plus tôt un dirigeant du Parti Populaire espagnol invité par l'opposition pour se prononcer sur la situation politique du pays.

Son nom était José Moragas, qui s'illustrait comme Secrétaire Exécutif de Politique Internationale du PP et demandait à l'opposition « d'ouvrir les cadres aux jeunes », ce pour quoi il offrit à ses partis-filiales – Primero Justicia, entre autres - « une coopération en matière politique ».

Nazareth Balbas AVN 10/04/2012
(traduction Françoise Lopez)